

P R É F A C E

Par Maylis QAISI

La contribution et l'engagement des personnes exilées envers la société d'accueil sont peu abordés dans les études et débats politiques. Jeworrek et al. (2021)¹ montre que l'intention des citoyens de consacrer du temps et de l'argent au soutien des réfugiés augmente considérablement lorsqu'ils prennent connaissance de la contribution de ces derniers et de leurs engagements envers la société. De fait, l'intégration des personnes exilées dans la société nécessite des efforts réciproques de la part de la société d'accueil et des personnes exilées elles-mêmes. Ces dernières sont généralement perçues sous un jour stéréotypé, en particulier les femmes exilées.

Selon un rapport du ministère de l'Intérieur (2021)², les femmes exilées représentaient entre 50,4% et 52% des primo-arrivants ayant signé un contrat d'intégration républicain³ selon les années sur la période 2017-2020. Elles représentent, en 2021, 47% des étrangers primo-arrivants ayant signé un tel contrat⁴.

Les femmes exilées constituent un segment hétérogène en termes de culture, de niveau d'éducation, de parcours, mais aussi en termes d'engagement envers les autres exilés et envers la société d'accueil. Ainsi, il était nécessaire de mettre en lumière les femmes exilées qui travaillent et s'engagent avec assiduité et souvent sans bruit, auprès des personnes migrantes, notamment des réfugiées. Ces femmes s'impliquent au quotidien, souvent localement, de manières différentes (insertion professionnelle, aide juridique, interprétariat et traduction, etc.). C'est l'objet de cette publication.

Qu'il soit volontaire ou forcé, l'exil comporte de nombreuses difficultés, en particulier liées au genre. Ces dernières commencent par les conditions du départ, et tous les dangers qu'il comporte,

Selon une étude de l'Ifri, les femmes réfugiées en emploi travaillent à hauteur de 24% dans le secteur de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, et à hauteur de 16% dans le secteur des services aux particuliers.

Sophie Bilong, Frédérique Salin.
« L'emploi des personnes réfugiées. Des trajectoires professionnelles aux politiques de recrutement des entreprises ». Études de l'Ifri, Février 2022, p.19

la violence sexuelle, l'exploitation et l'épuisement physique et psychologique. Cela se poursuit à l'arrivée puis dans la phase de l'intégration dans la société d'accueil, particulièrement exigeante. Lorsqu'une femme exilée arrive dans le pays d'accueil, elle se retrouve confrontée très souvent à de nombreux obstacles liés notamment aux différences de langue et de culture, à la non-reconnaissance de ses diplômes et de ses expériences, à la pauvreté, au déclassement voire à l'humiliation, au changement des rôles qui peuvent être les siens par rapport à ceux de son pays d'origine. Elle fera l'objet de discriminations car elle est à la fois femme et exilée.

Malgré ces nombreux obstacles, certaines femmes exilées arrivent à s'intégrer et à s'engager au service des autres exilés, voire d'autres personnes ou groupes de personnes dans la société d'accueil. Les motivations de leur engagement sont multiples. Cela vient d'abord de leur désir de retrouver une place et avoir une voix dans la nouvelle société. Cet engagement peut s'inscrire également dans la continuité du travail qu'elles ont exercé dans leur pays d'origine. La souffrance sur le chemin de l'exil et lors des premiers pas dans la nouvelle vie explique aussi leur volonté de soulager la souffrance des autres.

Mon cas personnel se retrouve dans ce cheminement. En tant que femme exilée, je me suis engagée avec pour objectif de diminuer la souffrance des femmes exilées, notamment les demandeuses d'asile et les réfugiées. Dans le cadre de mon projet doctoral, j'ai réalisé une étude s'appuyant sur une approche qualitative à travers l'analyse approfondie de douze cas soigneusement choisis. J'ai exploré le rôle des politiques et les procédures mises en place pour faciliter l'intégration des femmes réfugiées. Mon étude démontre que la politique d'asile, avec ses conditions et son processus, ne favorise pas l'intégration des femmes demandeuses d'asile en France. Pour les femmes que j'ai interrogées, la procédure d'asile est éprouvante moralement et implique beaucoup

*Selon le Haut-Commissariat
des Nations unies pour
les réfugiés, 51 % des personnes
réfugiées dans le monde
sont des femmes et des filles.*

HCR, Rapport Tendances mondiales 2022

*Selon le ministère
de l'Intérieur, les femmes
exilées représentaient
47% des primo-arrivants
ayant signé un contrat
d'intégration républicain
en 2021.*

Ministère de l'Intérieur, « L'intégration
des femmes migrantes : politiques
et mesures », 2021

de stress. Les politiques d'accueil actuelles appa-
raissent comme réduisant la capacité des femmes
demandeuses d'asile à être actives dans la société
d'accueil, à se valoriser par le travail et à exprimer
leurs talents, ce qui accroît leur souffrance. Comme

le souligne une femme réfugiée que j'ai rencontrée, l'exil pour les femmes est
comme un handicap. Les obstacles liés aux référents sociaux et à l'accès aux
droits fondamentaux tels que l'éducation et le travail, retardent leur intégration.
Cela augmente leur vulnérabilité et les expose davantage aux risques d'exploita-
tion. Cela se fait certainement, dans la plupart des cas, au détriment d'une
contribution précoce effective de ces femmes à la société du pays d'accueil.
Toutefois, malgré cela, certaines femmes exilées parviennent à s'engager,
comme en témoignent les portraits présentés dans ce recueil.

Nous espérons qu'en mettant en valeur l'engagement de ces femmes exilées,
cette publication contribuera à faire entendre la voix de toutes les femmes exi-
lées, pour qu'elles soient enfin reconnues et pour que leur participation aux
projets qui les concernent soit facilitée. Cela passe certainement par l'amé-
lioration des politiques d'accueil. Des solutions existent et doivent être mises
en œuvre pour reconnaître rapidement leurs compétences, leurs expériences
professionnelles et leurs diplômes universitaires. Cela permettra d'alléger leur
souffrance et de bénéficier pleinement d'un potentiel peu exploité pour elles-
mêmes et pour la société d'accueil.

1- Jeworrek S., Leisen B.J., Mertins V. (2021). « Gift-exchange in society and the social
integration of refugees—
Evidence from a survey, a laboratory, and a field experiment », *Journal of Economic Behavior
& Organization*, 192, p. 482-499.

2- Ministère de l'Intérieur. « L'intégration des femmes migrantes : politiques et mesures »,
2021.

3- Le contrat d'intégration républicaine (CIR) est conclu entre l'État et tout étranger non
européen admis au séjour en France souhaitant s'y installer durablement.

4- Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités (DREETS).

Source : idf.dreets.gouv.fr



Maylis QAISI

EXPERTE ET CHERCHEUSE

Maylis Qaisi est une experte et chercheuse palestinienne. Elle est réfugiée en France depuis 2018 et a acquis depuis la nationalité française. En Palestine, elle étudie les sciences politiques et obtient un master dans ce domaine. Elle exerce ensuite pendant plus de dix ans au sein du cabinet du président palestinien, dans le département dédié aux politiques de développement social à destination des femmes et de la jeunesse. Maylis est doctorante à l'université des Pays de l'Adour-Laboratoires TREE, UMR-CNRS 6031, E2S-UPPA. Elle réalise sa thèse sur « l'intégration des femmes réfugiées en France, des opportunités et des défis. Évaluation de politique publique ». Elle travaille également à Eklorè (ESC Pau Business School) en tant qu'assistante de recherche. Maylis fait partie des dix lauréat.e.s de la promotion 2021 de l'Académie pour la participation des personnes réfugiées, un programme piloté par la Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (Diair) en partenariat avec l'Ifri et le HCR France, qui vise à renforcer la participation des personnes réfugiées dans les politiques et les programmes qui les concernent.

SAMAHER AL HADHERI

YÉMEN

“Chaque petit pas accompli par les femmes n’est pas simplement une avancée, c’est un témoignage de leur résilience, transformant l’ordinaire en victoires extraordinaires.”

Quand Samaher révèle son parcours, celui-ci sonne comme une évidence. Cette jeune femme brillante est consultante à l’Unesco et co-présidente de l’Union des étudiants exilés (UEE). Si elle a réussi, dit-elle, c’est avant tout grâce à l’éducation, un tremplin auquel elle s’est accrochée depuis son plus jeune âge et qui est devenu le fil conducteur de son parcours et de ses engagements. *« Depuis mes 14 ans, je savais que c’était à travers l’éducation que j’allais m’en sortir. Pour moi, la connaissance c’est un pouvoir. J’ai étudié sans cesse car c’était ma seule issue, mon fil. »* Samaher est acceptée à l’Université de la Sorbonne Université d’Abu Dhabi (SUAD) où elle débutera ses études supérieures en 2013, fait particulièrement remarquable pour une jeune yéménite en exil. Grâce à ses excellents résultats, elle réussit à intégrer le campus de la Sorbonne de Paris pour y suivre en 2014 une double licence en sociologie et philosophie. Fraichement diplômée d’un master en philosophie, elle s’oriente ensuite vers un master spécialisé en géographie, aménagement, environnement et développement qu’elle décroche avec brio. Elle se distingue à cette époque par son travail de recherche sur « l’encampement des réfugiés yéménites à Djibouti », qu’elle conduit à partir de son expérience de stage à l’Office national d’assistance aux réfugiés et aux victimes de catastrophes (ONARS), une étude de terrain qu’elle documente avec subtilité, souhaitant mieux comprendre la situation des réfugié.e.s



provenant de son pays. Autant de cordes à son arc qui lui permettront d’exercer des métiers tournés vers les droits humains. Des causes bien ancrées dans sa personnalité dont les traits vont s’opérer dans la sphère professionnelle, notamment à l’Assemblée nationale où elle travaille aux côtés du député Sébastien Nadot comme collaboratrice parlementaire de 2021 à 2022. Elle participe, entre autres, aux travaux de la *Commission d’enquête sur les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d’accès au droit des migrants, des réfugiés et des apatrides en France*, et à sa traduction en plusieurs langues. Samaher intervient également comme consultante auprès de l’Unesco qu’elle rejoint dès 2018, et pour qui elle réalise des missions dans le secteur de la recherche et la politique d’éducation.

Aussi longtemps qu’elle s’en souviendra, Samaher a toujours vécu au sein d’États sans possibilité de naturalisation et d’insertion durable. Cette jeune femme yéménite n’a jamais connu le pays dont elle porte les couleurs. C’est dans un État du Golfe qu’elle a débuté sa vie, *« là où l’on ne grandit pas avec une culture politique »*. Quel que soit le pays d’accueil, elle a toujours dû vivre avec l’incertitude liée à son devenir, vivant les discriminations en tant que femme immigrée et les titres de séjour de courte durée. C’est dans ce contexte que son



identité se tisse et se déplie. Depuis son arrivée sur le territoire français, elle travaille sans relâche et peine encore à accéder à un statut durable et digne, confrontée à des barrières qui l'empêchent de se projeter. Tout en rendant hommage à toutes celles et ceux qui l'ont soutenue, elle explique avoir beaucoup sacrifié jusqu'à faire tomber une part de son identité, en abandonnant notamment son voile. Ayant le sentiment que ses efforts répétés pour s'intégrer ne sont pas suffisamment reconnus, Samaher est parfois prise de doutes. Elle ne se considère pas comme une victime, mais « *se sent pourtant sans cesse rabattue à ce statut* ». En parallèle de son parcours académique et professionnel, Samaher s'emploie à aider les autres. Ses propres défis sont une source de vigilance et le moteur de sa mobilisation. Lorsqu'il s'agit de défendre les droits des personnes étrangères et leur droit à l'éducation, elle est intarissable et s'engage avec passion. En tant que co-présidente de l'Union des étudiants exilés (UEE), une association qu'elle rejoint en 2022, et qu'elle représente régulièrement, elle développe un plaidoyer actif pour l'éducation qui constitue pour elle « *la première manière de s'accrocher à la vie* ». Samaher est convaincue que l'engagement éducatif est une source puissante d'émancipation, et que le cadre universitaire peut être un sanctuaire permet-

tant de rompre avec l'isolement. Ses convictions chevillées au corps, elle préfère néanmoins être dans l'action, en accompagnant des étudiant.e.s exilé.e.s à intégrer l'université, ou encore en supervisant le projet « EduFemmes » (Éducation Femmes), une initiative soutenue par la Fondation L'Oréal, qui vise à aider les femmes en exil à rejoindre les bancs de l'université ou des formations, en tentant de mieux comprendre leurs besoins et leurs aspirations. Elle travaille également sur le développement de voies de migration légales et sécurisées, un sujet qui lui tient à cœur et qui fait écho aux questions qui la traversent. Tout en reconnaissant le rôle des réseaux de soutien et de défense des personnes exilées en France, Samaher observe néanmoins que la politique d'accueil « *impacte les personnes et laisse des traces* ». Pour elle, il est important de « *travailler vraiment avec les associations qui sont sur le terrain en les considérant comme de réelles partenaires* ». Portée par des valeurs profondes d'hospitalité, défendre les droits des personnes exilées reste son cœur de métier, tout autant qu'un combat pour la justice et l'égalité. Samaher est déterminée à poursuivre son engagement solidaire et sa lutte pour les droits humains à chaque opportunité, s'investissant pleinement dans cette cause essentielle. Elle ambitionne de travailler dans le plaidoyer pour sensibiliser, un domaine dans lequel elle excelle grâce à son regard sur le monde et la puissance de sa parole. Samaher souhaite devenir une voix libre et indépendante, et profiter pleinement de la liberté d'expression que pourrait lui offrir la France. Pour le moment, elle explique ne pas pouvoir s'exprimer sans craindre d'être menacée ou de mettre en danger ses proches. Un rêve qui fait battre son cœur et qu'elle espère atteindre un jour pour déployer ses pleines capacités. À cet égard, son message aux femmes exilées raisonne avec son propre destin : « *Face à des circonstances difficiles, chaque petit pas accompli par les femmes n'est pas simplement une avancée, c'est un témoignage de leur résilience, transformant l'ordinaire en victoires extraordinaires.* »

Najah FALLAHA

SYRIE

*“Je me considère comme chanceuse.
Je sais qu’il y a toujours un autre chemin.
Je ne désespère pas. Mes parents me l’ont
enraciné au fond de moi.”*

Du haut de son plus jeune âge, Najah nourrissait le rêve de poursuivre ses études en France. Poussée à l’exil avec toute sa famille, elle se réfugie en Jordanie, au Brésil, puis en Guyane française, en 2016. Depuis cette France d’outre-mer dont elle ne connaît rien, entre attente et obstacles, à tout juste 18 ans, elle consacre tout son temps aux démarches administratives et à l’apprentissage du français. La barrière de la langue est un défi quotidien, dans un environnement guyanais où les cours de français restent très rares. Après deux années, Najah intègre un lycée privé et peut enfin reprendre sa scolarité. En 2020, elle obtient son baccalauréat en même temps que sa protection internationale, une double reconnaissance, qu’elle décroche par sa force de travail et sa détermination. En tant qu’aînée, Najah porte sur ses jeunes épaules un cortège de responsabilités : la réussite de son propre parcours mais aussi l’accès essentiel aux droits de ses proches. Malgré le déficit d’information et d’accompagnement en Guyane française, elle parvient à mener sa scolarité et à intégrer plusieurs universités de la métropole. Elle fait le choix de s’établir dans le nord de la France, aux côtés de sa plus jeune sœur, et rejoint l’Université de Lille. Animée par l’envie profonde de défendre les droits humains, elle suit tout d’abord un cursus juridique. Confrontée une fois de plus aux effets de la barrière linguistique, elle décide de se réorienter vers une licence en sciences économiques et sociales qu’elle achève avec succès, puis intègre en 2023 un master en études européennes et internationales spécialisé

en relations publiques internationales-communication à l’Université de Lorraine. Elle réalise ses travaux de recherche sur une thématique qui lui est chère, « Un regard sur la politique d’accueil des réfugiés en France aujourd’hui », une analyse qu’elle a pu se forger de façon singulière sur un sujet

qu’elle connaît dans ses moindres replis.

Najah est une volontaire de la première heure et s’engage avec enthousiasme et efficacité pour soutenir celles et ceux qui l’entourent. L’envie d’aider lui est naturelle et lui donne de la vigueur. En Jordanie, son premier pays d’accueil, elle montre déjà un vif intérêt pour se rendre utile. Elle n’a pas encore 17 ans qu’elle dispense des cours à de jeunes réfugié.e.s. Une fois arrivée en Guyane, elle devient rapidement une référence pour accompagner les familles prises en charge dans son lieu d’hébergement. Elle s’engage ensuite comme bénévole auprès de la Croix-Rouge française, où elle donne des cours de français aux primo-arrivants, réinjectant de façon instantanée, le précieux matériau appris au lycée. Grâce à sa persévérance, elle rejoint en 2019 un cabinet d’avocat.e.s spécialisé en droit des étrangers, dans lequel elle assiste et affine ses connaissances. Malgré ses propres défis, c’est une période au cours de laquelle Najah se sent à sa place, heureuse d’aider et de contribuer sur plusieurs fronts. Une année après son arrivée à Lille, et malgré l’intensité du rythme académique, elle se mobilise auprès de l’association La Cimade, œuvrant comme bénévole au sein de leurs permanences juridiques. Elle devient également volontaire à la Croix-Rouge française dans le dispositif mobile de soutien aux exilés (DMSE) et participe à l’aide déployée au sein des campements de Calais et de Grande Synthe. Mais cette étudiante obstinée ne s’arrête pas là : elle cofonde en septembre 2022 l’Association pour l’intégration des exilés âgés (Aidea), une organisation



à l'écoute des laissés-pour-compte, basée à Lille, et qu'elle souhaite déployer ailleurs. Un parcours d'engagements hors du commun, qui force respect et admiration.

Avec beaucoup de gratitude et d'humilité, Najah fait partie depuis 2021 des dix lauréat.e.s de la deuxième promotion de l'Académie pour la participation des réfugiés, un programme piloté par la Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (Diair) en partenariat avec l'Ifri et le HCR France, qui vise à renforcer la participation des personnes réfugiées dans les politiques et les programmes qui les concernent, et faire valoir les compétences et parcours d'engagement. Grâce à cette initiative, Najah développe sa confiance en elle, et comprend plus subtilement le fonctionnement du paysage associatif et institutionnel français. Elle intervient aussi pour apporter son

regard et ses recommandations, au sein de diverses instances comme le jury de « La France s'engage », lors d'une table ronde organisée par la Croix-Rouge française, ou encore au sein du Réseau européen des migrations (REM). Une participation active et salubre, qui permet de valoriser son expérience et se sentir à sa place. Une place qu'elle s'est construite sur un chemin de crête, grâce à sa capacité d'adaptation, sa ténacité et un positivisme résistant à toute épreuve, des traits de caractère ancrés en elle, qui lui viennent de son entourage, en particulier de ses parents, ses deux rocs à qui elle dit devoir tant. Grâce à leur soutien et leurs encouragements renouvelés, elle a pu se relever sans cesse, braver l'inconnu de nouvelles destinations, croire en de nouveaux débuts, et apprendre qu'il est toujours possible de se construire, de trouver sa place et de réussir. Najah veut dire « réussite » en arabe. Elle dit « faire de son mieux pour mériter ce nom » qui est le sien et qu'elle porte si bien. Aujourd'hui Najah a 25 ans. Elle poursuit avec ferveur son master à Nancy. Elle est prête à œuvrer davantage, avide

de se lancer dans la vie active, trouvant qu'elle n'en fait pas assez pour le moment. Elle projette de travailler auprès d'une organisation internationale, pour conserver à la fois son identité et travailler sur les projets qui la passionnent : défendre les personnes exilées, mais aussi les droits des femmes, en particulier leur droit à l'éducation et leur liberté d'expression.

Pour Najah, la place des femmes exilées en France n'est toujours pas suffisamment valorisée, alors qu'elles sont nombreuses à s'activer. Ce phénomène d'invisibilisation les enferme dans une impression paradoxale qu'elles n'en font jamais assez. Son message aux femmes exilées est simple : « Essayer de se retrouver avec nous-mêmes et trouver notre place en ayant le courage de dépasser les barrières sociales, éducatives et administratives. »



Mahtab est une écrivaine et poétesse engagée pour les droits humains et les libertés. Une plume unique, libre et affûtée, autant de formes d'expression prohibées dans son pays. Très tôt, Mahtab a le goût des livres, une passion que lui transmet sa mère, une intellectuelle et ancienne professeure de lycée, qui s'entourait d'une collection d'ouvrages interdits. C'est au cœur de ce régime qui craint la littérature, que Mahtab se construit, en dévorant à onze ans *L'Assommoir* d'Emile Zola, un autre livre banni. « *Avec la littérature j'ai trouvé le monde* », explique la jeune femme. Issue d'une famille communiste d'opposants à la République islamique d'Iran, son père est emprisonné alors qu'elle n'a que cinq ans. Quelques années après, Mahtab savait qu'elle voulait devenir écrivaine. Ce n'était pas un choix, « *la littérature était dans mon corps* », explique-t-elle. Convaincue très tôt du pouvoir des mots, elle comprend qu'« *avec la littérature on peut changer la vie, sensibiliser les gens, et mieux savoir ce qui se passe dans le monde* ». Elle observe aussi que la littérature « *ce n'est pas pour les gens normaux, c'est pour ceux qui veulent changer le monde et qui n'acceptent pas* ». En Iran, Mahtab a deux vies : une vie privée, faite de menues libertés, de musique, de lectures dans l'écrin familial et une

vie publique, à l'école, lieu de tous les interdits. Cette double vie, à laquelle elle doit se conformer en jouant un rôle, l'opprime dans une sensation de paradoxe permanent. Après le lycée, elle suit des études de littérature persane et obtient sa maîtrise. Elle continue à écrire sans autorisation et subit des interpellations et menaces régulières. En 2016, alors qu'elle est accompagnée de son enfant, elle survit à une arrestation et une agression de la police des mœurs. Intimidée et menacée, elle n'a d'autre choix que de quitter l'Iran et de se réfugier en France avec sa fille.

Ne connaissant pas un mot de français, Mahtab parvient à suivre des cours intensifs et à reprendre ses études à l'Université Paris-Descartes, ainsi qu'à l'Inalco où elle poursuit le diplôme universitaire Hospitalité, Médiation, Migration (H2M). Grâce à sa persévérance, elle réussit, depuis son arrivée, à publier trois ouvrages en persan et en français une collection de poésie, un recueil d'histoires sans licence et un recueil de poèmes intitulé *Mille vies inachevées*. Ce dernier ouvrage est un hommage discret à toutes les vies dévouées au combat pour la liberté qui se sont arrêtées bien trop tôt, un recueil en français, qui raisonne particulièrement avec l'actualité. Mahtab finalise par ailleurs la traduction de son premier roman *Écrire*

Mahtab GHORBANI

IRAN

“Nous les réfugiés, nous sommes responsables de notre deuxième pays et nous devons travailler pour y améliorer les conditions de vie.”

au couteau, qui retrace la vie de femmes prisonnières politiques en Iran.

Connaissant uniquement la France à travers ses lectures, cette poète découvre à son arrivée en 2016 la réalité des conditions d'accueil. Vivant quelques jours chez des amis, puis hébergée par le 115, et enfin prise en charge, Mahtab vit le parcours éprouvant des demandeurs d'asile. Elle se souvient de l'impossibilité de trouver des informations fiables au début, du défi de la langue française obligatoire dans les moindres procédures, des longues files d'attente dans des conditions difficiles. Avec sa fille et son conjoint, ils vont d'hôtel en hôtel, et cette instabilité rend presque impossible l'inscription de son enfant à l'école. Ils finissent à Vitry dans une petite chambre de 6 m² dans laquelle ils habiteront pendant près de deux ans et demi. Durant toute cette période, Mahtab observe de près la détresse de ses voisins de chambre, des familles, femmes et enfants dont elle partage la promiscuité. Elle souhaiterait que ce parcours soit plus digne et recommande que le dispositif fasse preuve de plus d'empathie et prenne mieux en compte les besoins en interprétariat et en santé mentale, essentiels à ses yeux. Propulsée au cœur de la souffrance et l'intimité de ces femmes, Mahtab est animée d'une profonde envie d'aider. Connaissant les démarches sur le bout des doigts, elle se met à faire office d'interprète bénévole pour les demandeuses d'asile persanophones, et les accompagne souvent dans les différents services publics. Elle organise aussi régulièrement des activités pour les enfants de son lieu d'hébergement, et apporte son soutien à des femmes très isolées et en grande précarité psychologique. Plus encore, Mahtab poursuit ses

engagements en prenant souvent la parole, lors de colloques organisés au Sénat ou encore dans le cadre des actions de la Délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (Diair). Mahtab défend aussi avec ardeur les valeurs de la France et se rend dans de nombreux établissements pour échanger avec les étudiant.e.s sur les principes de liberté et de laïcité. En partageant la situation de l'Iran, elle sensibilise les élèves sur toute l'importance de ces valeurs dont elle a été privée sur les bancs de Téhéran. Une comparaison qui permet de rappeler que c'est une chance de pouvoir vivre en France dans une telle liberté et qui vient raviver les couleurs de la République qui l'accueille.

Mahtab dit souvent : « Je suis une survivante. Je pourrais mourir en Iran. Mais comme je reste vivante, je dois témoigner de toute les choses qui se passent dans le monde et en Iran ». L'une des craintes de Mahtab est de ne pas pouvoir revoir son pays. Une autre crainte est de ne pas pouvoir tout mettre à l'écrit : « Je n'ai pas peur de la mort, mais j'ai peur de pas avoir assez de temps pour témoigner de ce que j'ai vu ». L'exil l'a transformée, tout comme ses écrits. Elle a de nombreux projets de publication et poursuit ses résidences notamment au Luxembourg avec le programme Nora. Depuis la France, elle poursuit ses combats en faveur de son pays, et milite aussi pour les droits des personnes exilées. Symbole d'une jeunesse engagée, le discours de Mahtab est une véritable bouffée d'énergie, une leçon d'audace pour toutes les femmes en quête d'indépendance et de libertés, qu'elles soient en Iran, exilées en France ou ailleurs. Son message aux femmes exilées est une invitation à l'action et à la solidarité : « Nous les réfugiés, nous sommes responsables de notre deuxième pays et nous devons travailler pour y améliorer les conditions de vie. Nous sommes vivantes et nous devons nous saisir de cette opportunité pour notre vie et essayer de continuer. Enfin il ne faut jamais oublier les autres, et toujours rester à leur écoute. »

Marie DOUÉ GOSSAN

CÔTE D'IVOIRE

“Il faut se battre pour avoir sa place et même en France.”

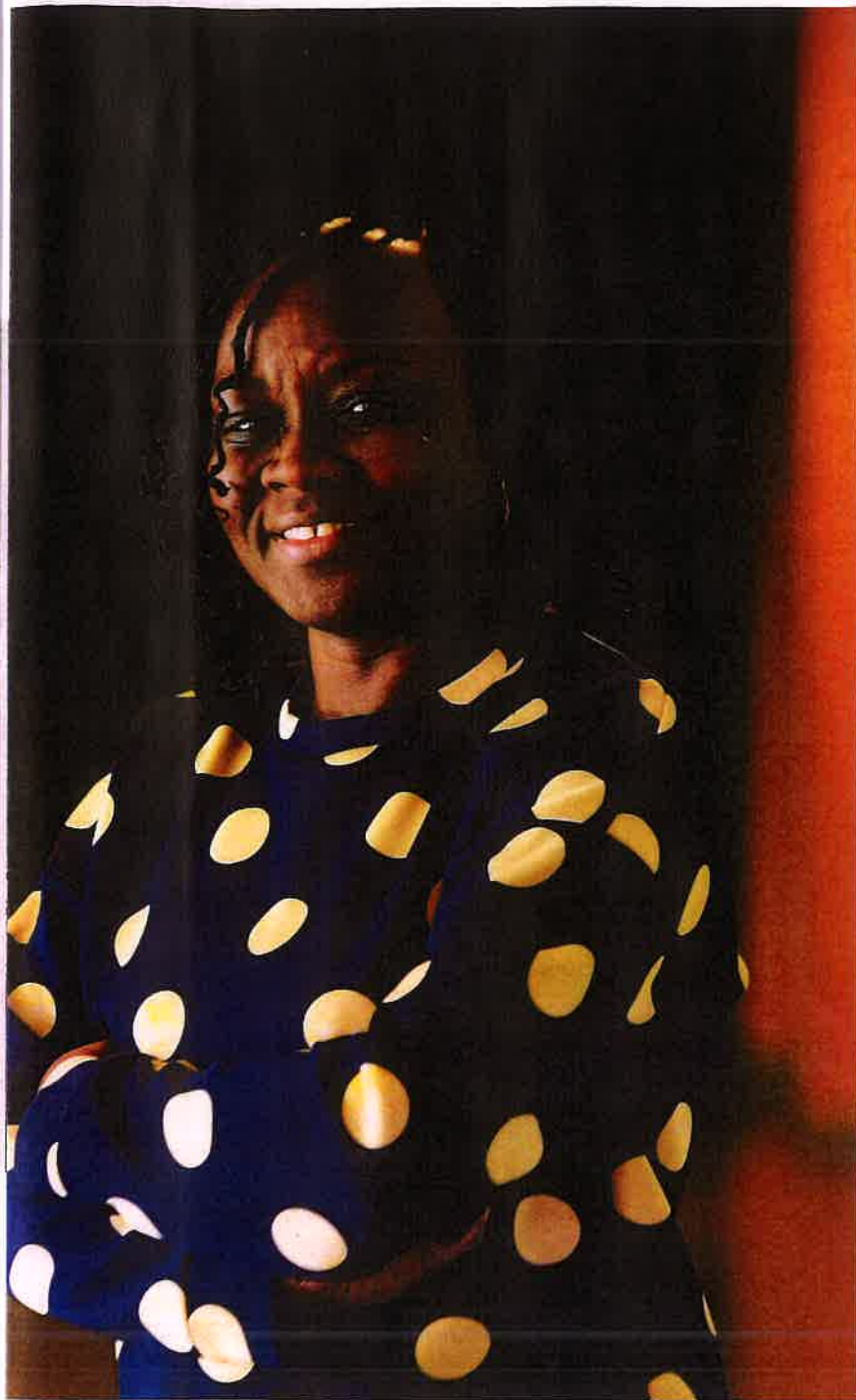
Marie est une entrepreneuse sociale, fondatrice de l'association Metishima, qui fait de l'égalité des chances son combat quotidien. Orpheline, elle est élevée par son oncle maternel, un instituteur au grand cœur dont les actions altruistes émailleront sa jeunesse. Marie s'installe durablement en France il y a plus de vingt ans. Bien qu'elle soit francophone, elle doit faire preuve d'adaptation pour comprendre les codes culturels et administratifs français et elle observe que les démarches sont souvent une étape où la personne est « plongée dans un espace-temps où elle n'existe pas », « un temps d'attente pour les papiers où l'on commence à perdre sa propre identité et où l'on n'a plus confiance en soi ». Avec beaucoup de recul et de simplicité, Marie se rappelle sans cesse d'où elle vient : « Je ne cherche pas de merci. J'apporte ce que j'ai reçu. Et je pense que c'est ça qui fera que l'humanité va avancer. Ce n'est pas une faiblesse, ce n'est pas parce qu'on ouvre grand qu'on va tout donner, au contraire, c'est un travail sur soi. Ça permet de redonner aussi ce que la nature nous donne. »

Ses engagements démarrent en Côte d'Ivoire, son pays de naissance, où elle y développe des projets auprès des enfants rapatriés et déplacés. En 2016, Marie fonde Metishima dont l'objet est de faciliter l'accès aux droits fondamentaux, en France et en Afrique, autour de quatre leviers : l'emploi, l'éducation, la santé et l'environnement à travers des actions de valorisation des compétences, de sensibilisation et de construction d'infrastructures. Avec son association, elle répond dans un premier temps aux besoins urgents de son pays à travers des programmes d'éducation. En parallèle, ses engagements bénévoles prennent corps en France, notamment à Sidaction et au

Secours catholique. Marie sillonne les collèges pour sensibiliser et déconstruire les préjugés, et organise l'équipement informatique de différents centres d'hébergement, autant d'actions qui lui permettront de mieux connaître les territoires et les acteurs de la solidarité en France. Souhaitant accompagner plus concrètement, elle décide de se former et obtient en 2013 son diplôme de travailleuse sociale, et bientôt son diplôme d'État en ingénierie sociale. Elle commence comme conseillère en insertion dans une mission locale, un métier qui forge à 360 degrés et qu'elle exercera pendant quatre années. Elle retire de cette expérience de nombreux apprentissages, observant que les personnes éprouvent toujours les mêmes difficultés lorsqu'elles arrivent, qu'elles ne savent pas comment s'orienter, que leurs diplômes ne sont pas reconnus, et qu'elles se dirigent à contre cœur vers des métiers qui ne sont pas les leurs, simplement pour survivre. Marie souligne en effet : « Quelques soient les années qu'on passe ici, quelle que soit la case dans laquelle on nous met, si on n'a pas les codes, pas le réseau, on ne parle pas bien le français, on a toujours les mêmes problèmes ».

C'est pour répondre à ces constats qu'elle décide d'ouvrir en 2018 un programme d'action afin d'accompagner les personnes exilées dans leur insertion en France, en mettant en valeur les compétences professionnelles acquises dans leur parcours. Pour développer cette initiative, Metishima est accompagnée par l'organisation Ticket for change, et incubée par Singa en 2019. Elle est





lauréate du prix Goboost de la Fondation Generali, une reconnaissance qui conduira à de beaux projets d'expérimentation avec la Ville de Paris à partir de septembre 2019, en lien avec la mission locale. L'association propose un accompagnement individuel et personnalisé, mais agit aussi sur les périphériques de l'insertion par l'organisation d'ateliers sur différents volets (psychologie, sophrologie, bien-être, informatique, cours de français...). Surtout, il s'agit de ne pas forcer le projet personnel et de travailler vraiment à partir des compétences, dans l'objectif de trouver un emploi stable et durable et de s'extraire des logiques de déclassement. Comme Marie le souligne avec insistance: «*Les personnes accompagnées, elles ont du talent.*» Convaincue que la bonne approche est celle de la dentelle, en partant toujours des personnes, Marie remarque que «*l'institutionnel*

peut gérer la masse, mais nous on peut réduire au cas.». Une approche qui permet le plein respect de la dignité et des projets des personnes, que Metishima porte haut et fort. Metishima est la contraction de «*Métis*» et «*Heshima*» qui signifie «*dignité*» en swahili. Dans l'association de Marie, la dignité est centrale: «*On ne veut pas la gentillesse, on veut le respect*» explique sa fondatrice. Grâce à ses partenaires, Metishima a accompagné depuis 2019 plus de 600 personnes, un chiffre qui pourrait être décuplé avec plus de moyens. Avec sa petite équipe, Marie fait des miracles et tente de communiquer sur l'existence de ses programmes, en organisant notamment «*Les matinales*» pour sensibiliser plusieurs acteurs et financeurs, et mettre à l'honneur les talents accompagnés par son association.

Les projets de Marie pour l'avenir sont de développer les pleines capacités de Metishima et de dénicher pour cela de nouveaux financements. Elle rêve de pouvoir démultiplier ses actions et leur impact en s'implantant dans d'autres régions. Elle souhaite aussi déployer le lien primordial avec les entreprises. Elle craint toutefois la mise en concurrence avec d'autres opérateurs qu'elle juge dangereuse pour la diversité. Selon elle, «*il faut aider ces petites structures pour leur permettre de grandir car ce sont les petites qui arrivent avec une autre vision*».

Pour cette entrepreneuse sociale, il faut aussi changer de regard sur la place des femmes exilées, une place qu'il faut prendre à la force du poignet: «*Il faut se battre pour avoir sa place, et même en France*». Pour Marie, il faut aussi se battre sur les représentations, pour s'extraire de cette image de victime ou de personne à protéger, souvent négativement connotée. Marie évoque notamment, la situation des femmes accompagnées d'enfants en bas âge, qui sont souvent réduites à faire un choix cornélien entre «*être mère et être femme*» et se retrouvent enfermées dans cette dualité cruelle. C'est pourquoi son message aux femmes exilées en France est avant tout: «*De croire en soi parce que tout ce qu'on fait commence avec soi. On a toutes en nous des capacités extraordinaires. Il faut être fière de soi. Croire en soi et ce qu'on fera aura forcément un impact.*»

Rahima NOORI

AFGHANISTAN

“Les femmes sont fortes. Elles peuvent y arriver car elles peuvent bercer d’une main le bébé et pousser de l’autre le monde entier.”

Rahima est une journaliste et défenseuse des droits des femmes, une actrice discrète du changement de son pays. Issue d’une famille ouverte et privilégiée, et soutenue par son entourage et son père médecin, elle a la chance de suivre des études supérieures à l’Université de Kaboul et à la Deutsche Welle Akademie où elle obtient deux diplômes en sciences sociales et en journalisme. Malgré le poids persistant des discriminations de genre et du regard de la société afghane, Rahima, par sa force de caractère, persévérante et obstinée, a su se hisser et prendre sa place au sein de cette nouvelle génération, non sans prendre de risques. Avant son départ en 2016, cette jeune diplômée a pu travailler comme journaliste, un métier passion à haut risque, qu’elle exerce pendant près de trois ans pour la radio et la télévision nationale. Rahima s’engage également aux côtés de l’ONG Women for women international, qui fournit un soutien matériel et moral aux femmes victimes de guerre. Elle finit par fonder sa propre association de défense des droits des femmes et des filles, qu’elle développe dans sa province d’origine et sur ses propres deniers, et contribue par des actions d’éducation en créant des écoles et en soutenant leur intégration à l’université. Jusqu’en 2016, elle travaille en parallèle pour le gouvernement afghan sur de grands projets d’éducation, de construction, puis de documents d’état civil. À l’instar d’autres femmes journalistes et activistes, Rahima est prise pour cible et n’a d’autre choix que de s’exiler et venir en France, laissant derrière elle son mari et ses deux enfants. En Afghanistan, comme dans d’autres pays en proie au conflit ou aux régimes autoritaires, le prix que payent les femmes qui osent prendre la parole et défendre leurs droits, est extrêmement élevé. Doublement exposées, de par leur genre et leur métier, elles font preuve d’une ténacité et d’un courage exceptionnels face aux dangers.

Dès son arrivée en France en 2016, où elle est accueillie à la Maison des journalistes, Rahima se concentre tout d’abord sur l’apprentissage du français, puis elle réussit rapidement à reprendre ses études et obtient en 2021 un master en sciences sociales «genre, sexualité et politique» à l’École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle apprend seule à naviguer dans les méandres administratifs et à réaliser ses démarches. C’est ainsi qu’au bout de quelques mois, elle arrive à faire venir ses proches par la procédure de réunification familiale. Dès son arri-

vée, Rahima fait face à la contrainte de la langue française, qui reste un obstacle majeur de son quotidien, aussi bien pour reprendre ses études que pour faire valoir ses droits. Elle se souvient des innombrables complications créées par l’impossibilité de communiquer avec les services publics français, le manque de recours à l’interprétariat professionnel, et le refus des agents à utiliser à défaut une langue pivot comme l’anglais. Cette prédominance de la langue de Molière, dès les premiers pas en France, et l’asymétrie en résultant, l’ont profondément marquée. Tout comme la façon dont elle s’est sentie jugée pour son apparence. Rahima raconte comment son voile a constitué une barrière épaisse dans son processus d’intégration, au point de devoir finir par l’enlever. Selon elle : « Personne ne devrait nous juger selon nos apparences. Il faut prendre en compte les différentes facettes des situations, se mettre à la place des personnes exilées pour comprendre et faire preuve d’empathie ».

Malgré ses propres défis d’ajustement, Rahima poursuit discrètement ses engagements, aussi bien en tant que bénévole qu’à travers ses activités professionnelles. Bien consciente des obstacles auxquels sont confrontées les personnes exilées, et tout particulièrement les Afghans, elle s’émeut du sort de ses compatriotes, bien moins lotis qu’elle, constatant avec effroi les difficultés immenses qu’ils éprouvent à exercer leurs droits les plus simples. C’est la raison pour laquelle Rahima rejoint bénévolement l’association Nouvelle Page, une organisation de la société civile afghane en France fondée en faveur des primo-



arrivant·e·s et réfugié·e·s d'Afghanistan. Pendant trois années, elle s'y investit sans compter, aidant dans l'exercice des droits, orientant vers des cours de français ou des permanences médicales, mais aussi par la traduction et l'interprétariat. Avec beaucoup d'humilité, Rahima multiplie les formes d'engagements bénévoles. « *Quand j'aide, cela me donne de l'énergie très positive* » glisse-t-elle. Elle devient également journaliste volontaire au sein de la Radio Stalingrad et aide à préparer les sujets pour l'antenne en lien avec la question migratoire. Renouant avec son métier passion, elle rejoint en 2019 le média Info Migrants de France 24, où elle travaille comme pigiste jusqu'à 2020. Replonger dans ce métier lui insuffle du sens et de la vitalité, couvrant des sujets lui tenant à cœur et sensibilisant les esprits contre les préjugés. Malheureusement, la pandémie mettra un terme à son contrat, mais cette parenthèse fut une bouffée d'énergie pour Rahima. À l'été 2021, elle travaille comme intervenante sociale pour France terre d'asile, et apporte ses précieuses compétences pour accueillir les ressortissant·e·s afghan·e·s évacué·e·s par la France dans le cadre de l'opération Apagan. Entrepreneurne, Rahima souhaite désormais développer sa petite entreprise de linge de lit qu'elle a créée en solo. Elle souhaite pleinement profiter de

la liberté que lui offre ce statut, pour s'occuper de ses trois enfants et accroître ses capacités financières, projetant de développer des projets associatifs dans la continuité de ses engagements. Même si Rahima déclare avoir moins de temps pour s'investir aujourd'hui bénévolement, elle prépare pourtant l'avenir avec ardeur. Elle nourrit l'envie d'accompagner les bouleversements qui traversent l'Afghanistan, comme permettre aux jeunes femmes de continuer à suivre un cursus universitaire, malgré les interdits qui pèsent sur elles depuis le retour du régime Taliban au pouvoir. Pour Rahima, le combat pour les droits des femmes et leur autonomie, reste un fil central de ses engagements. Son message aux femmes exilées en France est plein d'espoir : « *Il faut qu'elles fassent ce qu'elles veulent, qu'elles suivent leurs rêves, sans être déçues par la France. Ne pas se décourager, continuer, essayer et avoir le courage de le faire. N'importe qui peut le faire n'importe où, peu importe les gens, l'environnement, ils ne nous empêcheront pas, même s'ils veulent tout nous interdire. C'est à nous de décider et nous seules. Nous avons des messages forts à porter. C'est un combat. Mais les femmes sont fortes. Elles peuvent y arriver car elles peuvent bercer d'une main le bébé et pousser de l'autre le monde entier* ».

Cette publication n'aurait pu voir le jour sans le précieux concours de Asghar Noor Mohammadi et de Farshad Usyan, deux remarquables photojournalistes ayant fait carrière en Afghanistan, et désormais installés en France. Leur approche singulière et complémentaire, la justesse de leur regard et leur talent ont permis de révéler avec force et finesse l'engagement discret de ces cinq femmes. Du bout de leurs objectifs, ils ont su capter ce que les mots ne peuvent exprimer.

Asghar Noor MOHAMMADI

PHOTOJOURNALISTE

POUR DÉCOUVRIR LE TRAVAIL DE ASGHAR NOOR MOHAMMADI
<https://rumilens.com>
<https://www.instagram.com/asgharnormohammadi>

Asghar Noor Mohammadi est né en 1987 et a grandi à Mazâr-e-sharif, une ville du nord de l'Afghanistan. Diplômé d'une licence en journalisme à l'Université de Balkh en 2011, il complète ce solide parcours académique par des cours de photographie professionnelle à Kaboul en 2014. Asghar est un reporter et photojournaliste aguerri aux zones de conflits, un métier à haut risque qu'il exerce avec talent et conviction depuis plus de dix ans. Il parcourt en particulier sa terre de naissance, le nord de l'Afghanistan, saisissant des images et filmant pour des médias nationaux et internationaux comme Arezu TV, Pajhwok News Agency, Afghanistan Today, ou encore Der Spiegel, la plupart du temps en tant qu'indépendant.

Avec beaucoup de discrétion et d'humilité, il joue un rôle clé dans la photographie, le tournage et la formation aux techniques de photojournalisme de la jeunesse afghane. Conscient des besoins de son pays et défendant courageusement un journalisme libre et indépendant, il s'engage durant plusieurs années au sein d'organes de presse soutenant des médias ouverts, ainsi que dans la formation.

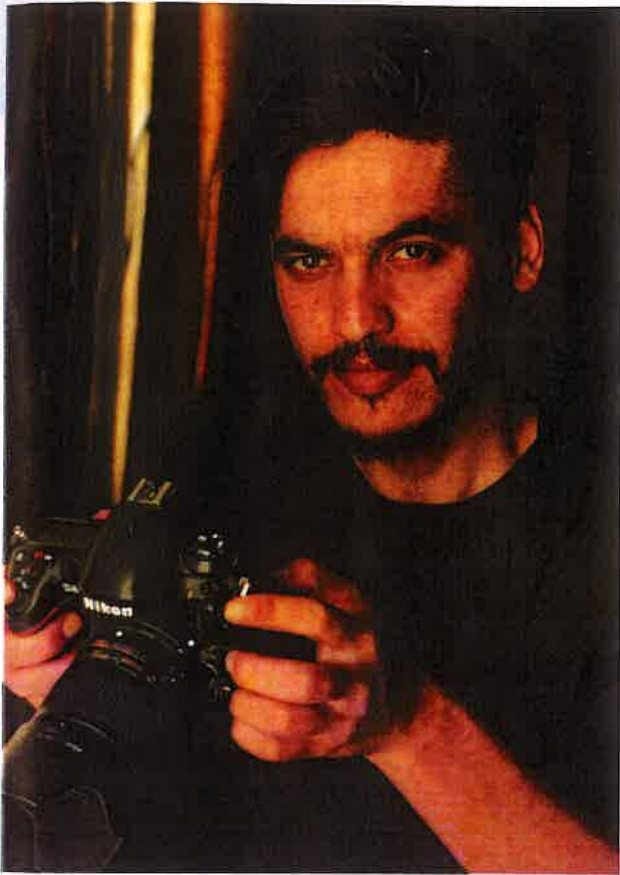
Reconnu pour son travail de renom, il rejoint le cœur des institutions et travaille pendant près de trois ans comme photographe au sein du service de presse de la Présidence afghane, sillonnant à cette occasion de nombreux pays et couvrant de prestigieuses et passionnantes missions.



Primées par de multiples récompenses, les œuvres d'Asghar ont été saluées par la Radio Nehad, l'agence de presse Pajhwak, Afghanistan Today, l'IWPR, Internews, le forum du photojournalisme 3rd eye, pour n'en citer que quelques-unes. Au cours de son cursus universitaire, il reçoit déjà le grand prix national de l'« Afghan Youth Voices ». Il est également récompensé pour la production d'un remarquable court-métrage de deux minutes, tout premier film documentaire à avoir été nommé au plus grand festival de films de la jeunesse du pays.

Asghar documente avec une grande finesse et acuité de nombreux sujets traversant son pays. Il se distingue pour ses reportages éminents sur l'environnement, les élections et les techniques radiophoniques. Fervent défenseur de la dignité humaine, il couvre une diversité de peuples et de territoires, capturant de puissantes séries historiques, mais aussi des capsules subtiles de la vie quotidienne des Afghanes et des Afghans. Son travail provoque un impact qui raisonne, par sa force de retranscription et sa capacité à susciter l'émotion, une prouesse salutaire au service du changement et de l'action.

Depuis son arrivée en France en août 2021, il poursuit avec ferveur ses activités de photographe et vidéographe, mettant à profit toute son expérience professionnelle et son approche unique. Une véritable pépite pour la France.



Farshad USYAN

PHOTOJOURNALISTE

POUR DÉCOUVRIR LE TRAVAIL DE FARSHAD USYAN
<https://rumilens.com/>
www.instagram.com/farshadusyan

Farshad a 30 ans. Il est originaire de Mazâr-e-sharif, la quatrième plus grande ville d'Afghanistan. Diplômé de la faculté de médecine de Balkh en 2017, il suit avant tout cette voie pour devenir chirurgien et répondre aux besoins essentiels de ses concitoyens. Alors qu'il poursuit intensément ses études à Kaboul, il décide de reprendre la place de son frère Qais, journaliste à l'AFP, mort brusquement. Tout en continuant sa troisième année universitaire, il prend la relève en 2013, ayant à cœur de subvenir aux besoins de ses proches. Propulsé dans ce nouveau métier dont il ne connaît presque rien, il se fait aussitôt remarquer par ses photographies dont certaines feront rapidement le tour du monde. Farshad travaille pour de nombreux médias nationaux et internationaux, dont l'AFP, le New York Time, le Time Magazine, ainsi que pour plusieurs agences des Nations Unies.

Photojournaliste et reporter autodidacte, il consolide ses apprentissages par une formation en journalisme climatique avec Climate Tracker, ainsi qu'en leadership et cybersécurité à l'Institut suédois des affaires internationales.

Avide défenseur de l'environnement, il contribue régulièrement à l'ONG Climate Tracker, une initiative mondiale destinée aux futurs reporters sur le changement climatique, et dont il sera le responsable régional Asie du Sud pendant près de quatre ans.

Son travail éclatant remporte de nombreuses distinctions, dont le prix de la photographie mobile du PhMuseum de Londres, deux prix pour la paix de l'Unesco, le prix du plaidoyer pour la paix du PNUD de Bangkok, le prix GIZ de Kaboul ou encore le prix « Éducation : Clé pour la prospérité et la paix » décerné par l'ambassade de Grande-Bretagne. À 24 ans seulement, Farshad devient lauréat des « Top 30 young leaders » d'Asie du Sud. Un an après la mort de Shah Marai, son chef de bureau à l'AFP, il remporte en 2019 le premier prix du même nom pour sa série de clichés au titre évocateur (Le pacifiste), honorant avec pudeur et talent, la mémoire de ses pairs.

Dans les pas de son frère, il incarne un talent bien à lui, documentant la vie ordinaire de son pays, saisissant avec habileté les moindres contrastes qui l'agitent. Avec beaucoup de force et d'humanité, il dépeint le quotidien de ses habitants, un hommage réaliste et sensible à la vie des Afghans, mais aussi un appel urgent au respect des droits des femmes et des enfants et à la protection de l'environnement. Son travail donne à voir un autre visage de l'Afghanistan, qu'il représente et soigne à sa façon, nous invitant à changer de regard et à agir autrement.

En France depuis 2021, Farshad continue son travail de photojournaliste avec passion et n'hésite pas à partager son expertise et son regard dès qu'il en a l'occasion. Depuis cette terre d'exil, il nourrit surtout l'envie profonde d'en faire plus, d'occuper à une autre échelle, pour agir encore plus concrètement, en diversifiant ses formes d'engagements, et « pour se sentir plus humain », tout simplement.